DIAL 2609 - Dossier Venezuela

# VENEZUELA - Quelques analyses de la situation

jeudi 16 janvier 2003, mis en ligne par Dial

*Voir introduction D 2608.*

---

**Le plan de l'opposition pour renverser Chávez**

(…) Le climat de violence patronale qui est vécu aujourd'hui au Venezuela est fort similaire à celui qu'avait connu l'Iran en 1953 lorsque le premier ministre nationaliste Mohammed Mossadegh avait tenté de nationaliser l'industrie pétrolière. La CIA avait alors orchestré un blocus économique et un coup d'État, suivi par le massacre généralisé des dirigeants nationalistes et de gauche. C'est également le même climat de subversion patronale et d'étranglement de l'économie qu'avait connu le Chili en 1973 avant le renversement du président socialiste Salvador Allende par le général Augusto Pinochet. Sa chute s'était terminée par un véritable bain de sang et par l'instauration d'une longue dictature soutenue par les tuteurs de Washington. Aujourd'hui, plus que jamais, le pétrole vénézuélien est l'objectif géopolitique prioritaire du Département d'État des États-Unis et dans le programme secret des conspirateurs figure en bonne place, une fois le coup d'État réalisé, la privatisation de l'actuel monopole formé par Petroleos De Venezuela S.A (PDVSA).

C'est pour cela que la bataille qui se livre aujourd'hui pour le contrôle de cette compagnie formée pendant les régimes antérieurs, sorte d'État dans l'État, pourrait être décisive. En accord avec la stratégie subversive qui figure dans le dossier Confidentiel n°5 élaboré par une équipe de conseillers pour la Commission de stratégie de la Coordination démocratique (daté du 30 août 2002), la « grève civique » de caractère « quasi insurrectionnel » doit se combiner avec une « grève » dans PDVSA, le tout servant de « répétition générale » pour une vaste opération de coup d'État appelé « septembre noir » selon le slogan de la propagande médiatique imaginé par César Miguel Rondon. (…)

Á court terme, l'un des objectifs des conspirateurs semble être de créer un climat généralisé de chaos et d'ingouvernabilité afin d'obliger le « dictateur » Chávez à adopter des mesures d'exception ou de violation de la Constitution bolivarienne, ce qui ouvrirait la voie pour une intervention militaire et une ingérence directe des États-Unis via l'Organisation des États américains (OEA) sur la base de sa Charte démocratique. Il s'agit, il faut le souligner, d'une bien étrange « dictature » puisqu'elle ne compte aucun prisonnier politique, qu'elle ne pratique pas la torture ni les "disparitions" d'opposants et qu'elle garantit une totale liberté d'expression pour les médias de masse contrôlés par quelques monopoles privés aux mains de l'opposition putschiste. Le mensonge médiatique se concentre tout spécialement dans les principales chaînes de TV privées ; Canal 2 (RCTV), Venevision (Canal 4), Televen (Canal 10) et Globovision (Canal 33) en plus de CNN en espagnol qui émet depuis sa centrale d'Atlanta aux États-Unis.

Ces derniers jours, le modèle suivi par les médias commerciaux vénézuéliens reprend au pied de la lettre les techniques de guerre psychologique de la CIA qui furent appliquées jadis dans d'autres processus de déstabilisation, par exemple contre le sandinisme au Nicaragua, au Panama et avant cela au Chili.

Carlos Fazio,

ALAI-Amlatina, 10 décembre 2002

***

**Les quatre raisons de la grève**

1. Depuis le coup d'État du 11 avril 2002, qui a représenté le point culminant de leur pouvoir, les conspirateurs se sont affaiblis sur deux aspects : d'une part, ils ont perdu leur unité interne en luttant entre eux pour incarner le leadership et le pouvoir. D'autre part, plus important, ils ont perdu une partie fondamentale de leur base sociale : les secteurs des classes moyennes.

Les 24 heures pendant lesquelles ils furent au pouvoir pendant le coup d'État du 11 avril 2002 ont suffi pour démontrer aux classes moyennes qu'elles avaient été utilisées comme chair à canon dans un projet de dictature transnationale. Et les émeutes postérieures, moyennant des « grèves civiques », ont seulement approfondi l'érosion de la légitimité du clan putschiste, soutenu de l'extérieur par Otto (Troisième) Reich [1] et le franquisme recyclé.

2. La seconde raison d'un coup d'État urgent est l'entrée en vigueur de diverses lois importantes, le 1er janvier 2003, qui touchent aux intérêts vitaux de l'élite économique. Parmi elles, la Loi de terres qui touche non seulement les grands latifundiaires du monde rural, mais aussi les spéculateurs immobiliers et les terrains vagues de zones urbaines ; la Loi des hydrocarbures est encore plus importante car elle permettrait de démanteler le super-État de l'entreprise pétrolière PDVSA, c'est-à-dire la nomenklatura corrompue du pétrole qui contrôle la vie économique du pays et qui fait intégralement partie du projet du nouvel ordre énergétique mondial de George Bush.

Aujourd'hui, seulement 20 % des revenus de cette grande entreprise rentrent dans les caisses de l'État ; 80 % figurent comme « frais de fonctionnement » qui enrichissent les comptes secrets des bénéficiaires de ce cancer économique. Le pouvoir de cette caste de voleurs dans le domaine pétrolier s'est affirmé progressivement durant les dernières décennies. En 1974, 80 % de revenus allaient à l'Etat et eux gardaient 20 % (les « frais de fonctionnement »). En 1990, le rapport était de 50/50, et en 1998 était atteinte la proportion de 80/20. Il est logique qu'ils vont lutter jusqu'à la mort - de la nation - pour défendre « leur » or noir.

3. La troisième raison de l'empressement des putschistes s'enracine dans le fait qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir gagner un référendum révocatoire. L'article 72 prévoit trois conditions pour révoquer le mandat du président :

a) Un nombre qui ne soit pas inférieur à 20 % des électeurs de chaque circonscription est nécessaire pour qu'il y ait convocation d'un référendum.

b) La participation au référendum doit être égale ou supérieure à 25 % des électeurs inscrits.

c) Le nombre des électeurs qui votent pour la révocation doit être égal ou plus grand que le nombre des électeurs qui ont élu le président. Comme Chávez a été élu par 57 % des électeurs, les grévistes devraient égaler ou dépasser ce vote dans le référendum d'août 2003.

Il existe une quatrième raison plus grave pour les partisans du coup d'État. Pendant la période pour laquelle a été élu le président « on ne peut pas faire plus d'une demande de révocation de son mandat », déclare la Constitution, de telle sorte que l'échec éventuel du référendum éliminerait toute possibilité institutionnelle de destituer le gouvernement bolivarien.

Dans la phase actuelle du conflit, la nomenklatura du PDVSA et les médias vénézuéliens sont les deux fronts de bataille intérieurs où se décide l'avenir de l'expérience bolivarienne. Les conspirateurs, ayant perdu leur noyau putschiste au sein de Forces armées et une partie de leur base sociale dans les classes moyennes, la bataille décisive de cette mutinerie se livre dans ce que la subversion appelle « une grève active avec une composante pétrolière », c'est-à-dire le contrôle exercé par une caste de voleurs dans le domaine pétrolier.

Heinz Dieterich Steffan
Rebelión, 7 décembre 2003

***

**L'analyse de la JOC**

(…) L'opposition putschiste ne s'est pas arrêtée après l'échec du mois d'avril. La lutte qui se déroule n'a pas seulement pour but d'éliminer ou de maintenir le président, c'est au fond une lutte de classes pour la défense d'intérêts. D'une part, la classe des travailleurs pour la défense de la Constitution nationale qui garantit les droits de la majorité et, d'autre part, les puissantes classes nationales et internationales qui défendent leurs intérêts économiques et politiques.

Les représentants nationaux des classes dominantes sont ceux qui ont dirigé l'opposition au gouvernement de Hugo Chávez et ont essayé de prendre de façon violente le pouvoir pendant trois jours au mois d'avril. En dépit de leur échec, ils ont planifié un second temps qui pourrait se présenter de deux manières :

1) Un autre coup d'État militaire qui impliquerait aussi une confrontation civile violente. Bien que la droite ait perdu une partie de ses cadres militaires appartenant à la haute hiérarchie, il y a encore des fractures à l'intérieur des Forces armées, et il existe des incitations et des stratégies pour favoriser cette issue.

2) L'issue institutionnelle. Il s'agit d'obtenir la démission du Procureur général de la République et du défenseur du peuple, sous prétexte d'illégitimité et de partialité, et d'acheter les magistrats de la Cour suprême de justice, qui ont déjà acquitté les militaires putschistes. Il existe aussi une stratégie qui se développe pour réformer la Constitution et raccourcir le mandat présidentiel, et procéder ainsi à un référendum révocatoire du président (dans une consultation nationale).

Cependant, toutes les enquêtes, y compris celles de l'opposition, accordent la préférence à Chávez.

Ces secteurs des classes moyennes et hautes se sont également organisés en s'appelant eux-mêmes « société civile », parlant au pays à travers leurs médias au nom de tous et toutes, en excluant le reste de la population (qui représente la majorité) de la possibilité de donner son avis. Ce sont eux qui ont préparé et réalisé des marches et des manifestations dans la capitale, demandant la démission des dirigeants des institutions publiques.

Un autre aspect très important est l'appui international donné à la conspiration dans le pays. Il y a assez de preuves et de raisons qui compromettent directement les gouvernements des États-Unis et de l'Espagne dans les faits qui se sont produits. Ceux-ci doivent garantir au Venezuela un gouvernement-laquais qui permette de réaliser au moindre coût leurs ambitions et leurs projets économiques : assurer l'approvisionnement d'un pétrole à bas coût et ainsi ébranler l'OPEP ; donner libre prise à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) ; développer dans toutes ses dimensions le Plan Colombie, consolider les investissements espagnols (du capitalisme bancaire et entrepreneurial) ; qui plus est, éliminer un gouvernement dérangeant qui critique les actions militaires internationales « antiterroristes ».

Aujourd'hui, les États-Unis veulent installer au Venezuela un « Bureau de transition » avec un budget de plusieurs millions auquel ils ont déjà donné plusieurs noms pour le camoufler.

***Les conditions socio-économiques concrètes***

Par ailleurs, les conditions socio-économiques du peuple travailleur continuent d'être précaires, il n'y a pas eu une amélioration substantielle, malgré les efforts dans le domaine macro-économique et juridique faits par le gouvernement national (la Loi de terres, la Loi de micro-financement, la Loi des coopératives, le programme éducatif des « écoles bolivariennes », les programmes de formation des jeunes, l'effort pour maintenir les prix du pétrole et donc aussi le budget national, etc.).

Les chiffres du chômage et de l'économie informelle continuent d'augmenter ainsi que ceux de la délinquance. Avec la libéralisation du dollar, le coût de la vie a augmenté.

Tout cela s'explique par la terrible pression internationale exercée pour que soient instaurées des mesures économiques néolibérales, auxquelles s'ajoutent le manque de volonté politique et l'incapacité des dirigeants du gouvernement actuel, et la corruption (à tous les niveaux) qu'on n'a pas encore pu éradiquér.

Mais, le processus continue…

Cependant, il existe dans le peuple une forte motivation et conscience en faveur d'une participation nécessaire et d'une organisation pour la défense de nos droits, ce qui implique concrètement la défense de la Constitution.

Dans toutes les villes du pays se sont ouverts de vastes espaces de concertation et de réflexion du mouvement ouvrier et populaire. Les militants de la JOC participent à quelques-uns de ces espaces (…)

JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), août 2002

*******

**Autres propos sur Chávez**

***Chávez, le psychopathe***

Chávez a établi un lien profond avec le peuple vénézuélien, non parce qu'il aurait eu l'intention de construire véritablement un projet à partir des gens mais, fondamentalement, parce qu'il est psychopathe. Lorsqu'il déploie son discours démagogique, il le fait sans âme, sans conviction. À cause de cela, il a trahi en chemin ses propositions, rompant son lien avec le peuple, parce que tout ce que fait Chávez il le fait en manipulant (…)

Je crois que le gouvernement est absolument invivable, totalement insoutenable. Je crois que Chávez n'est plus fiable, non seulement pour ses adversaires, mais pour ses propres gens, parce qu'il a mis en grave danger la viabilité du chavisme démocratique après sa chute ; en ce sens, il faudrait faire une différence très claire entre, d'une part, Chávez et son clan et, d'autre part, une grande quantité de personnes qui le suivent et qui pourraient occuper une place légitime dans l'éventail politique, mais Chávez leur a enlevé cette possibilité.

Gerver Torres, économiste El Nacional, 12 janvier 2003 (Caracas)

***Un pauvre gouvernement***

Le gouvernement de Chávez est un pauvre gouvernement, car inefficace, corrompu, autoritaire et arbitraire. Ses bonnes actions sont obscurcies par les violences commises par ses dirigeants, au sein du gouvernement – à commencer par le président lui-même – dans la rue, dans le Parlement, et dans le reste des institutions publiques. Dans leur ensemble, ils nous font honte, malgré le bon travail de quelques hauts fonctionnaires (…)

Comme le montre le délabrement économique, la pauvreté croissante, l'asphyxie créée par le chômage et l'application anticonstitutionnelle de la TVA, qui pénalise les plus pauvres dans la même mesure où elle profite aux riches. Quelle justice sociale !

Manuel Isidro Molina, La Razón, 12 janvier (Caracas)

***Une relation quasi messianique au peuple***

Il se peut qu'il soit en train d'apprendre la démocratie, mais il n'est pas un démocrate formé. Il faut se

rappeler que Chávez vient du monde militaire, et là on ne débat pas, mais on obéit et on commande. Mais je ne crois non plus que Chávez soit un dictateur en puissance. Ce que je crois, c'est qu'il n'a pas la capacité de gérer dans les règles démocratiques l'énorme capital de popularité qu'il a eu à un moment et l'important capital de popularité qu'il continue d'avoir (…)

Au Venezuela, pendant Chávez, les pauvres se sont appauvris bien davantage. Certains programmes sociaux sont très mal en point. Chávez continue d'être une espérance pour les pauvres, non une solution concrète. Il reste à analyser pourquoi ces secteurs, après tout ce qui s'est passé, après l'appauvrissement le plus fort qu'ils aient connu, continuent à être si fidèles.

La polarisation politique nous a empêché de voir des phénomènes comme celui-ci, un phénomène politique de longue haleine. Un des scénarios possibles est que Chávez ne soit plus au pouvoir, mais même ainsi il y aura un chavisme fort. Si 30 % de la population joue tout sur Chávez, sans en recevoir de rétribution matérielle, ils ont donc avec ce personnage une relation d'une autre nature, quasi messianique.

Un exemple symptomatique : il y a quelques jours je me trouvais avec une dame qui avait un scapulaire sur lequel apparaissait Jésus-Christ, Simón Bolivar et… Hugo Chávez (…)

Chávez a une capacité considérable de rentrer en contact avec le peuple. Dans son programme de télévision et de radio, il parle des personnes qui sont passées par le même chemin que lui, c'est-à-dire qu'il parle de toi, de gens comme toi. Il sait qui tu es et il consacre toute une heure à des gens comme toi. Cela donne une autre relation avec les secteurs qui n'ont jamais intéressé le pouvoir. Auparavant, la relation entre le président et le peuple a toujours été de haut en bas ; avec Chávez, les gens ont une relation d'égal à égal.

Andrés Cañisalez, journaliste et professeur à l'Université centrale du Venezuela
Ideele, décembre 2002 (Pérou)

*******

**La déclaration du Conseil permanent de l'Organisation des États américains**

Le Conseil permanent de l'Organisation des États américains (…) décide :

1. Soutenir pleinement les institutions démocratiques et constitutionnelles de la République bolivarienne du Vénézuela, dont le gouvernement est présidé par Hugo Chávez Frias, et refuser catégoriquement toute tentative de coup d'État ou d'atteinte portée à l'ordre constitutionnel qui affecterait gravement l'ordre démocratique.

2. Soutenir énergiquement et de manière non équivoque le secrétaire général de l'Organisation des États américains dans son travail pour faciliter le dialogue, qui compte avec la coopération du Centre Carter et du PNUD, afin que soit rapidement trouvée une solution pacifique à la crise, respectant l'ordre constitutionnel et dans le cadre de la Charte démocratique interaméricaine.

3. Presser le gouvernement du Venezuela et la Coordination démocratique pour que, dans des négociations de bonne foi, ils atteignent une solution constitutionnelle, démocratique, pacifique et électorale dans le cadre de la Table de négociation et des accords, avec l'aide du secrétaire général de l'Organisation des États américains.

4. Soutenir le droit du peuple vénézuélien à élire ses gouvernants en accord avec les normes constitutionnelles et exprimer d'une façon formelle que toute situation qui contrevient à l'état de droit et aux institutions démocratiques du Vénézuela est incompatible avec le système interaméricain et, particulièrement, avec la Charte démocratique interaméricaine.

5. Insister auprès du gouvernement du Venezuela et auprès de tous les secteurs de la société pour qu'ils

préservent le libre exercice des éléments essentiels de la démocratie pour favoriser une issue constitutionnelle, démocratique, pacifique. et électorale.

(…)

OEA, 16 décembre 2002.

---

**– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2609**.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : voir à la fin de chaque texte.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l'adresse internet de l'article.

---

## Notes

[1] Otto Reich a été ambassadeur des États-Unis au Venezuela.